



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 9 – 3 mars 2023

## Sommaire

### Fait marquant

- Plus de 2 millions de ménages ont basculé dans la précarité énergétique en 2023

### Climat & Energie

- Le *National Audit Office* pointe les risques associés à la décarbonation du système électrique
- La taxe sur les profits exceptionnels des producteurs d'hydrocarbures découragerait l'investissement dans de nouvelles capacités de production
- Le député Chris Skidmore lance une initiative pour accélérer la décarbonation de l'économie britannique

### Environnement

- Le ministère chargé de l'environnement rappelle aux producteurs d'emballages plastiques l'entrée en vigueur du nouveau régime de responsabilité élargie

### Industrie

- *Jaguar Land Rover* aurait demandé une subvention de plus de 500 M£ pour installer une usine de production de batteries au R-U
- Les scientifiques britanniques espèrent pouvoir de nouveau participer au programme de recherche *Horizon Europe* dans les mois à venir
- Le ministère de la Santé écarte la proposition de l'industrie pharmaceutique d'une taxe fixe sur les médicaments utilisés par le NHS

### Transports

- La ville de Sheffield inaugure sa zone à faibles émissions
- La *Royal Society* juge peu probable le déploiement d'ici 2050 des carburants décarbonés identifiés dans la *Jet Zero Strategy*

## Fait marquant

### Plus de 2 millions de ménages ont basculé dans la précarité énergétique en 2023

D'après les [dernières données](#) publiées par le *Department for Energy Security and Net Zero* et l'ONS, le nombre de ménages consacrant plus de 10 % de leurs revenus (après paiement des dépenses de logements) à leur facture énergétique a augmenté de plus 2 millions, passant de 4,93 millions en 2021 à 7,39 millions en 2022. Cet indicateur n'est toutefois plus suivi par le gouvernement en raison de sa sensibilité à la variation des prix de l'énergie, considérée comme ne relevant pas du champ de compétence gouvernemental. Cela étant, l'indicateur désormais utilisé par le gouvernement pour mesurer la précarité énergétique a lui aussi augmenté : 100 000 ménages supplémentaires ont cumulé une performance énergétique de leur logement correspond à la classe D ou moins et un revenu disponible, après acquittement des coûts de logement et des factures d'énergie, inférieur au seuil de pauvreté. Le nombre de ménages en précarité énergétique, selon cet indicateur, devrait encore augmenter et passer de 3,26 millions en 2022 à 3,53 millions en 2023.

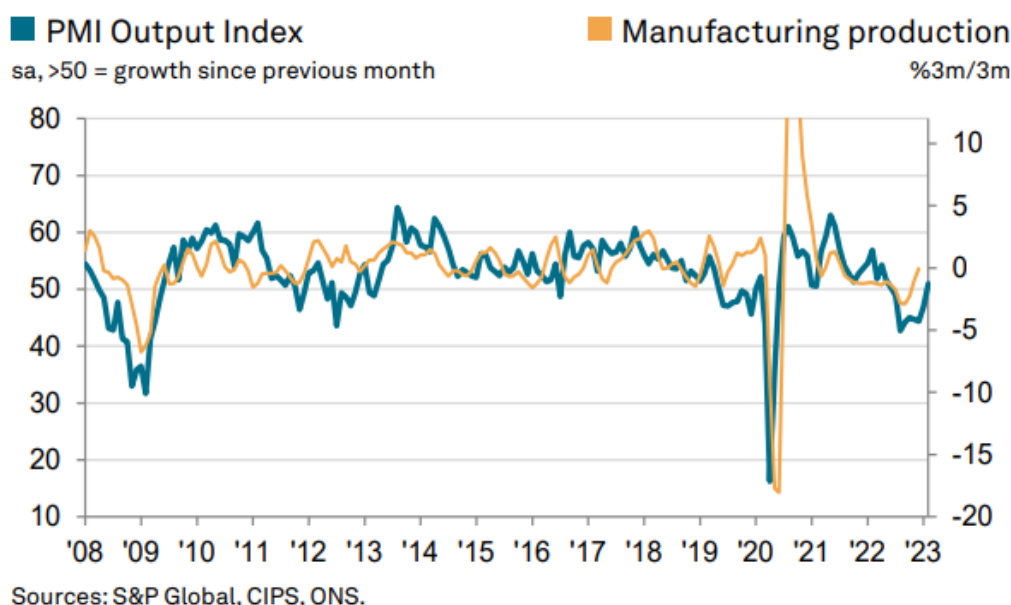
## Le chiffre de la semaine

12 millions

La distance couverte par les bus [londoniens](#) aurait diminué de 12 millions de *miles* (19,3 millions de kilomètres) depuis 2016, selon une analyse du parti libéral-démocrate. Leur recherche souligne également que, depuis l'entrée en fonction de Sadiq Khan cette même année, le nombre de véhicules de *Transport for London* (TfL) aurait chuté de 11 %. Le groupe des Libéraux-Démocrates au conseil municipal londonien avait présenté la semaine dernière un amendement, qui a été rejeté, proposant d'investir 50 M£ supplémentaires dans les services de bus de la capitale. La mairie de Londres a rappelé qu'elle avait maintenu l'année dernière plusieurs lignes de bus qui auraient dû être suspendues pour réaliser des économies budgétaires. La réduction des coûts opérationnels fait en effet partie des conditions fixées par le gouvernement pour continuer à verser des aides financières à TfL.



## Le graphique de la semaine



L'indice [PMI](#) (*Purchasing Managers' Index*) dans l'industrie manufacturière britannique était de 49,3 en février (47 en janvier) soit le troisième mois de hausse consécutif et le plus haut niveau depuis juillet 2022. La production a elle aussi augmenté, pour la première fois depuis juin 2022. Malgré un recul des commandes domestiques et à l'export dans la plupart des secteurs manufacturiers ainsi qu'une baisse du nombre d'emplois, une reprise de l'activité devrait s'amorcer cette année. La confiance des entreprises s'est en effet améliorée pour le troisième mois consécutif : près de 60 % des entreprises s'attendent à ce que leur production augmente dans l'année à venir. La hausse du prix des intrants se poursuit mais ralentit légèrement, ce qui s'expliquerait en partie par une amélioration sur les chaînes d'approvisionnement mondiales.

## Climat & Energie

**Flash** – Plusieurs développeurs de parcs éoliens en mer vainqueurs du dernier appel d'offre lancé en 2022 alertent sur les effets de l'inflation sur la rentabilité de leurs projets et demandent au gouvernement des réductions d'impôt en compensation.

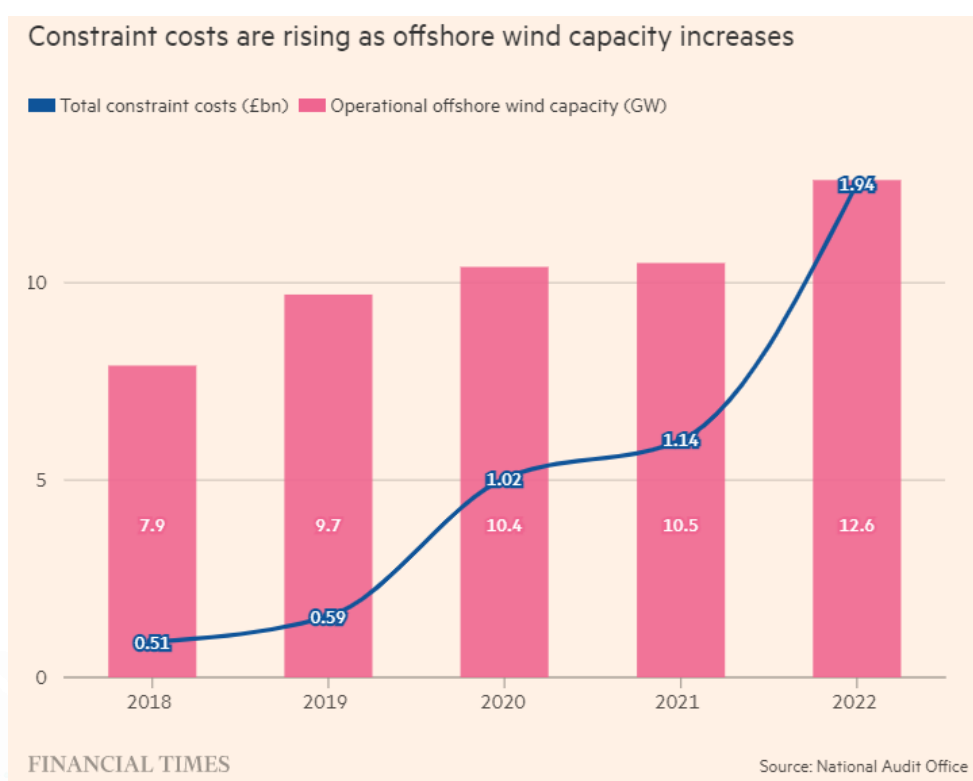
**Flash** – Selon la [Data Communications Company](#), 25 millions de compteurs communicants ont été installés au Royaume-Uni. Un ménage britannique sur deux en serait équipé.

**Flash** – Le ministère chargé de l'énergie a annoncé le lancement d'un [programme de 5 M£](#) permettant le financement de 10 000 formations d'installateurs de pompes à chaleur au cours des deux prochaines années.

**Flash** – A compter du 1<sup>er</sup> avril, le *price cap* sur les factures des ménages défini par l'*Ofgem* s'élèvera à 3 280 £ contre 4 279 £ en janvier. Si les ménages resteront protégés par le bouclier tarifaire mis en place par le gouvernement (*Energy Price Guarantee*), leur facture augmentera néanmoins en raison du relèvement annoncé du seuil de ce dernier de 2 500 £ à 3 000 £ à compter du 1<sup>er</sup> avril.

## Le *National Audit Office* pointe les risques associés à la décarbonation du système électrique

Dans un nouveau [rapport](#), le *National Audit Office* s'inquiète des faibles progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie de décarbonation du secteur électrique en 2022, alors que les ministres chargés de l'énergie ont été fortement mobilisés pour gérer les conséquences à court terme de la crise ukrainienne. Il alerte en particulier sur l'absence de planification d'ensemble des évolutions des réseaux électriques, peu adaptés en l'état à une production d'électricité à partir d'unités de plus faible puissance et majoritairement décentralisées. Depuis 2018, le gestionnaire de réseau de transport doit ainsi verser de lourdes indemnités (1,94 Md£ en 2022), multipliées par 4 depuis 2018 et pouvant s'élever jusqu'à 68 M£ par jour, aux producteurs d'énergie renouvelables contraints de réduire leur production pour cause de congestion du réseau électrique.



## La taxe sur les profits exceptionnels des producteurs d'hydrocarbures découragerait l'investissement dans de nouvelles capacités de production

Selon [Offshore Energies UK](#), l'organisation représentant les producteurs d'hydrocarbures implantés au R-U, 95 % de ses membres disent être impactés négativement par la hausse de la taxe sur les profits exceptionnels et regarder d'autres zones géographiques pour leurs prochains investissements. Le cabinet *Wood Mackenzie* estime que cette taxe a entraîné une baisse de 40 % de la valorisation des producteurs d'hydrocarbures. Pour mémoire, le taux de cette taxe exceptionnelle, créée en mai 2022, a été relevé de 25 % à 35 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, portant à 75 % le taux global de taxation des profits des producteurs d'hydrocarbure. Les producteurs peuvent toutefois bénéficier d'une réduction d'impôt d'environ 91 £ pour chaque 100 £ d'investissements dans de nouvelles capacités de production.

## Le député Chris Skidmore lance une initiative pour accélérer la décarbonation de l'économie britannique

Le député conservateur et ancien secrétaire d'Etat chargé de l'énergie et du climat Chris Skidmore a lancé l'initiative [Mission Zero Coalition](#) ce jeudi 2 mars, qui vise à mettre la décarbonation de l'économie britannique au cœur de la campagne des prochaines élections générales (qui doivent être organisées au plus tard au début de l'année 2025). Dans le prolongement de son [rapport publié en janvier 2023](#), il souhaite rassembler chefs d'entreprises, élus locaux, organisations professionnelles et chercheurs pour élaborer des feuilles de route de décarbonation pour les 10 secteurs clés qu'il a identifiés. Les 4 premières feuilles de route, qui concerneront les collectivités locales, l'industrie, le bâtiment et le solaire, sont attendues pour l'automne. Chris Skidmore avait déjà indiqué qu'il ne se représenterait pas aux prochaines élections législatives.

## Environnement

**Flash** – Le ministère chargé de l'environnement a annoncé l'ouverture d'une [nouvelle enveloppe budgétaire de 4,4 M£](#) pour les 10 parcs nationaux d'Angleterre, ainsi que la prolongation jusqu'en 2025 du dispositif *Farming in Protected Landscapes*, ouvert aux agriculteurs qui mènent des projets de restauration de la nature sur leurs terres situées dans un parc national ou une *Area of outstanding natural beauty* (AONB).

**Flash** – L'entreprise [Highlands Rewilding](#), fondé par l'entrepreneur Jeremy Leggett, a annoncé avoir sécurisé les 10,5 M£ nécessaires pour financer l'acquisition du *Tayvallich Estate*, un terrain d'une surface de 3 500 acres (soit environ 1 400 hectares) situé sur la côte ouest de l'Ecosse. Le projet sera rentabilisé par la vente des crédits carbone générés par la restauration de cet espace naturel.

**Le ministère chargé de l'environnement rappelle aux producteurs d'emballages plastiques l'entrée en vigueur du nouveau régime de responsabilité élargie**



Dans le cadre de la mise en œuvre du [nouveau régime de responsabilité élargie des producteurs relatif aux déchets plastiques](#), les producteurs d'emballages ménagers doivent commencer à collecter des données sur la quantité et le type d'emballages qu'ils fournissent à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023. Ces données devront être transmises deux fois par an à l'*Environnement Agency*. Ce régime concerne tous les producteurs d'emballages d'Angleterre, d'Irlande du Nord et d'Écosse, dont le chiffre d'affaires et la production sont respectivement supérieurs à 2 millions de livres et 50 tonnes d'emballages par an. Des règles similaires devraient entrer en vigueur pour les producteurs gallois dans un avenir proche. Pour mémoire, ce nouveau régime vise à transférer aux producteurs d'emballages le coût du traitement des ordures ménages, aujourd'hui supporté par les autorités locales, tout en les incitant à réduire le volume de déchets produits, et à accroître l'utilisation des matériaux recyclés. Le ministère de l'environnement communiquera en 2024 les détails de ce mécanisme, qui devrait générer à terme 1,2 Md£ de recettes par an.

## Industrie

**Flash** – [Aston-Martin](#) a annoncé que ses pertes avant impôts avaient plus que doublé en 2022 (-495 M£) malgré une hausse de ses ventes de 26 %. Cette situation s'expliquerait en partie par le coût des investissements nécessaires pour produire ses nouveaux modèles, notamment électriques, et les difficultés d'approvisionnement mondiales.

**Flash** – La start-up australienne [Recharge Batteries](#) est en passe de finaliser l'accord de rachat de *BritishVolt* qui avait été placée sous liquidation judiciaire en janvier.

### **Jaguar Land Rover aurait demandé une subvention de plus de 500 M£ pour installer son usine de production de batteries au R-U**

[Jaguar Land Rover](#) (JLR), propriété du groupe indien *Tata*, aurait demandé cette subvention afin d'installer une usine de batteries dans le Somerset plutôt qu'en Espagne, selon des informations obtenues par le *FT*. L'Espagne octroierait en effet d'importantes subventions aux projets d'usines de batteries tout en promouvant l'accès à une énergie photovoltaïque bon marché. Le secteur automobile britannique alerte depuis longtemps sur les coûts de l'électricité au R-U, parmi les plus élevés d'Europe, qui réduisent sa compétitivité par rapport à ses concurrents européens. JLR étant le premier constructeur automobile au R-U, l'industrie automobile craint qu'une délocalisation de sa production de batteries en Europe n'envoie un mauvais signal aux autres constructeurs et les incite à faire de même. Par ailleurs, et pour mémoire, *Tata Group* serait toujours en discussion avec le gouvernement britannique pour l'octroi d'une subvention de 300 M£ à son aciérie de Port Talbot (Pays de Galles).

### **Les scientifiques britanniques espèrent pouvoir de nouveau participer au programme de recherche Horizon Europe dans les mois à venir**

Lors de la conférence de presse ayant suivi la rencontre entre le Premier ministre britannique et la Présidente de la Commission européenne sur le protocole nord-irlandais, cette dernière a indiqué qu'elle était prête à travailler « *immédiatement* » sur un accord d'association du R-U au programme de recherche [Horizon Europe](#). Les scientifiques, universités et centres de recherche britanniques n'ont reçu presque aucune subvention issue de ce programme de 100 Md€ pour la période 2021-

2027, en l'absence d'accord d'association. Si le secteur de la recherche britannique a salué cette avancée, il a souligné qu'un tel accord prendrait plusieurs mois à être finalisé et que la coopération scientifique entre le R-U et l'UE pourrait mettre au moins deux ou trois ans à retrouver son niveau pré-Brexit. [Selon la presse](#), le Premier ministre serait « sceptique » quant à la valeur d'*Horizon Europe* pour la recherche britannique et pourrait préférer le lancement d'un programme britannique équivalent.

## Le ministère de la Santé écarte la proposition de l'industrie pharmaceutique d'une taxe fixe sur les médicaments utilisés par le NHS

Introduit en 2019, le VPAS (*Voluntary Scheme for Branded Medicines Pricing and Access*) oblige les entreprises [pharmaceutiques](#) signataires de cet accord à verser 27,5 % de leurs revenus au ministère de la Santé si le montant des factures de médicaments réglé par le système de santé (NHS) augmente de plus de 2 % par an. Or, il était prévu, lors de l'introduction de cette contribution, qu'elle se situe entre 5 et 10 % des revenus des entreprises pharmaceutiques. L'industrie pharmaceutique juge que ce système a un effet désincitatif sur la R&D et l'investissement au R-U. L'*Association of the British Pharmaceutical Industry* (ABPI) a [proposé](#) de remplacer cet accord par une taxe de 6,88 % payée par le secteur sur ses ventes de médicaments au NHS. Le ministère de la Santé a rejeté cette proposition estimant qu'elle coûterait 2,5 Md£ par an au NHS et augmenterait le prix des médicaments. L'ABPI a également proposé que les entreprises pharmaceutiques versent une contribution supplémentaires représentant 1,5 % de leurs ventes au R-U dans un fonds d'investissement pour la recherche pharmaceutique, dont le total atteindrait 1 Md£ au bout de cinq ans.

## Transports

**Flash** – Les employés travaillant dans les stations de [métro](#) londoniennes, représentés par le syndicat RMT (*Rail, Maritime and Transport Workers*), feront grève le même jour que les conducteurs de métro (15 mars). Le RMT s'oppose à une possible évolution des conditions de travail et du système de retraite de ces employés ainsi qu'à la probable suppression de 600 emplois dans les stations de métro.

**Flash** – Le syndicat TSSA (*Transport Salaried Staffs' Association*) a suspendu ses [grèves](#) dans le ferroviaire après avoir accepté l'offre de hausse des salaires de 9 % sur deux ans proposée par les compagnies.

**Flash** – Le gouvernement écossais va nationaliser les services de trains *Caledonian Sleeper*. L'opérateur privé *Serco*, qui gère cette franchise depuis 2015, avait tenté de renégocier son contrat afin de garantir que le service, déficitaire, repose « sur une base financière plus durable ».

**Flash** – Dans le cadre de la *National Bus Strategy*, le gouvernement octroie [25 M£](#) pour l'achat de bus zéro émissions dans quatre collectivités locales anglaises (Yorkshire, Norfolk, Portsmouth et Hampshire).

**Flash** – L'*Associated British Ports* (APB) a annoncé un plan de [2 Md£](#) pour assurer d'ici 2040 la transition énergétique et bas carbone des 21 ports qu'elle représente. Cinq axes prioritaires ont été identifiés : neutralité carbone, qualité de l'air, biodiversité, déchets et gestion des déchets. APB s'est également engagé à soutenir le développement de l'éolien maritime.

## La ville de Sheffield inaugure sa zone à faibles émissions

[Sheffield](#) est la huitième ville anglaise à mettre en œuvre une « *clean air zone* », après les communes de Newcastle et Gateshead le mois dernier. Le gouvernement avait demandé à Sheffield de mettre en œuvre une ZFE après avoir constaté que les niveaux de dioxyde d'azote dépassaient depuis plusieurs années les limites légales autorisées. Les véhicules thermiques les plus polluants s'acquitteront désormais d'un péage quotidien de 10 £ pour les taxis et utilitaires et de 50 £ pour les bus, cars et véhicules poids lourds. Les automobilistes seront exemptés. Cette mesure rencontre une forte opposition malgré l'existence d'un fonds de 20 M£ pour subventionner les changements de véhicules et des exemptions temporaires des péages. La mairie a reconnu que le coût d'achat de véhicules « propres » représentait encore un frein pour de nombreuses personnes mais a souligné que l'introduction d'une ZFE permettrait d'éviter entre 250 et 500 décès attribués chaque année à la pollution de l'air.

## La Royal Society juge peu probable le déploiement d'ici 2050 des carburants décarbonés identifiés dans la Jet Zero Strategy

Le [rapport](#) de la *Royal Society* examine quatre solutions envisagées pour remplacer le kérosène et ainsi décarboner l'aviation britannique : bio-carburants, carburants de synthèse, hydrogène et ammoniac. La *Royal Society* considère que, sous réserve de rendre ces technologies opérantes notamment sur les vols long courrier, leur généralisation apparaît peu probable sans réduction de la demande passagers à horizon 2050. A titre d'exemple, afin de développer des biocarburants en quantité suffisante, elle estime qu'il faudrait utiliser plus de la moitié des terres cultivables du R-U. Le recours à l'hydrogène vert ou à l'ammoniac nécessiterait pour sa part de multiplier par deux la capacité de production britannique d'énergies renouvelables. La *Royal Society* souligne enfin les coûts et les difficultés associés à l'adaptation des aéronefs et des infrastructures aéroportuaires aux technologies et carburants décarbonés.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)